

<https://pierre-alainmillet.fr/L-eau-un-bien-commun-qui-exige-un>



Rencontres au village de l'eau

L'eau, un bien commun qui exige un grand service public !

- Rencontres -

Date de mise en ligne : jeudi 6 février 2020

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Le collectif "[eau bien commun](#)" m'a invité pour intervenir dans un débat "*Le climat n'attend pas : Changer l'agriculture, changer la ville*", au [village de l'eau 2020](#) au CCO à Villeurbanne ce samedi 1er février.

Le débat associait des intervenants très différents, Gerard Boinon, un agriculteur à la retraite, précurseur de l'agriculture bio, Jonathan Véricel, un jeune agriculteur faisant du maraichage en agroécologie, et enfin Laurent Legendre, ingénieur urbaniste spécialiste agriculture urbaine...

Le débat partait ainsi de la transformation de l'agriculture, s'approchant de la ville avec le maraichage, évoquant l'agriculture dans la ville... et je devais intervenir sur la ville demain adaptée à cette relation nouvelle avec l'agriculture.

Dans tout ça, nous avons droit à une intervention de 10 minute, puis une de quelques minutes, bien court pour espérer aborder tous les aspects de cet enjeu énorme, mais au final le débat m'a semblé riche et utile.

J'ai eu une question directe d'un participant : comment une ville de banlieue comme Vénissieux traitait ce qui restait de l'agriculture... ? J'ai bien sûr évoqué notre action avec les agriculteurs du plateau des grandes terres, zone agricole partagée entre Vénissieux, Corbas et Feyzin, un travail partenarial qui considère les agriculteurs comme les premiers concernés et recherche des compromis pour préserver une agriculture qui n'est pas nécessairement bio, mais qui doit être positive pour l'environnement et la biodiversité. Et le résultat a été impressionnant puisqu'on est passé en 10 ans de 3 à 36 espèces d'oiseaux nicheuses ! Ma conclusion est qu'il faut éviter tous les discours du catastrophisme. Dès que la volonté politique existe pour cesser de tuer la nature, celle-ci est d'une richesse insoupçonnée !

Voici les notes que j'avais préparé et que bien sûr, je n'ai suivi que très partiellement, tenant compte des interventions précédentes, et d'un débat moins tourné sur l'eau et la ville que sur la ville et l'agriculture, mais la question de l'eau est évidemment essentielle pour l'agriculture...

L'eau dans la ville...

Je voudrais vous convaincre que le problème de l'eau n'est pas du tout un problème géologique ou climatique, mais un problème uniquement politique, économique et social, un problème donc de société, même si le changement climatique en modifie bien sûr le contexte.

Commençons pas un fait majeur. La quantité d'eau sur terre est constante, elle se transforme, mais le réchauffement climatique ne détruit pas d'eau... Par contre il y a des cycles globaux et locaux, quotidien, saisonnier ou annuels et tout cela fait une répartition de l'eau très inégale, dans l'espace comme dans le temps. Et c'est vrai depuis toujours. Mais le plus important, c'est que l'utilisation de l'eau conduit à des pollutions qui produisent de plus en plus d'eaux usées qu'il faut traiter, et c'est un enjeu essentiel [1].

Historiquement à Lyon, nous avons un accès facile à l'eau... Lyon n'est pas désertique, mais pourtant le changement climatique peut réduire fortement à la fois le débit du Rhône et l'accès aux nappes. L'année dernière, il a fallu

interdire l'arrosage pendant des mois, et la conséquence a été une très forte mortalité végétale, notamment des arbres, près de 300 à Vénissieux, 1300 en deux ans sur le parc de Parilly. Je n'ai pas le chiffre global sur la métropole, mais il doit être énorme.

Et pourtant, une période de pluie violente, plus fréquente avec le changement climatique, peut conduire à des inondations y compris dans une zone urbaine comme l'agglomération lyonnaise. Il a fallu construire d'énormes installations d'eaux usées, notamment dans l'Est de l'agglomération, des collecteurs géants pour assurer la capacité à absorber ces écoulements d'eaux de surfaces, salies par la ville et donc qu'il faut traiter dans des stations d'épurations de grandes tailles. Le problème est qu'on a construit des villes imperméables, notamment avec les routes et parkings, mais aussi souvent les places... Donc toute l'eau de pluie doit être absorbée par les réseaux d'eaux ou on les mélange avec les eaux usées ce qui implique ensuite de les traiter en station d'épuration.

Heureusement, depuis plusieurs années, la loi impose à tout constructeur d'infiltrer la plus grosse part des eaux pluviales et de ne rejeter qu'un très faible débit. Dans les travaux d'assainissements réalisés ces dernières années, on a généralisé des réservoirs pour éviter que les orages ne se déversent dans les réseaux d'eaux usées, et des bassins de rétention pour favoriser l'infiltration des eaux qui peuvent ainsi réalimenter les nappes.

Mais cette transformation est lente, car fort heureusement, on ne démolit pas tout pour reconstruire... Le récent PLUH de l'agglomération fixe un objectif d'augmentation de la surface non constructible, principalement en périphérie, et c'est donc un débat à avoir sur l'équité dans la métropole. Car c'est dans le coeur de la métropole qu'il faut retrouver de la végétalisation. En première couronne, par exemple à Vénissieux, on a 40% de la surface non construite, dont la moitié publique, et nous faisons tout pour imposer aux promoteurs de contribuer à maintenir la part d'espaces verts existants, de multiplier les toits végétalisés, les jardins partagés...

Cet enjeu politique essentiel devrait faire de la gestion de l'eau un service public. Avec la gestion des déchets, la gestion de l'eau fait partie des fonctions urbaines vitales et qui se sont développées avec la sédentarisation et le fait urbain. Mais si l'assainissement, donc toute la gestion des eaux usées, est gérée en régie par la métropole, la distribution d'eau potable est gérée par une délégation de service public, donc une entreprise privée, Veolia.

Notons que dans les deux cas, le niveau d'investissement de renouvellement est très faible. On renouvelle un segment de réseau d'eau au bout d'un siècle et d'assainissement au bout de deux siècles. On peut croire que c'est la faute du privé qui ne va évidemment pas investir sur du très long terme, mais il faut répéter que c'est bien la responsabilité première et politique de la communauté urbaine puis de la métropole qui ont fixé le niveau d'investissement que ce soit en interne dans les budgets ou en externe dans les marchés.

Cette question est décisive pour le développement de l'agriculture urbaine, périurbaine et plus globalement sur la place de la nature en ville. Car si on demande aux promoteurs de ne pas rejeter d'eaux de pluies dans le réseau, on ne leur demande encore que trop faiblement d'intégrer la nature dans leur projet. Ce sujet a été souvent discuté dans le récent PLUH de la métropole. Si ce plan protège correctement les surfaces non construites existantes, il ne pousse que peu à une transformation urbaine. Le plus important est sans doute de faire que les promoteurs soient contraints d'intégrer des jardins, potagers, espaces verts dans leurs projets.

Un des outils est ce qu'on appelle la part de pleine terre dans une parcelle. C'est la part non construite permettant de planter des arbres de haute tige, pouvant aller chercher l'eau profondément dans le sol, donc pas avec un parking dessous. Bien évidemment, si vous imposez 30% de pleine terre à un promoteur, vous lui dites qu'il va construire en gros un tiers en moins... Je peux vous dire que quand une ville demandait d'appliquer partout une part de pleine terre importante, la métropole freinait fortement.

L'eau, un bien commun qui exige un grand service public !

Mais il y a d'autres possibilités dont la végétalisation de toitures, qui est une source possible de potagers partagés, et bien sûr le besoin d'espaces publics. Nous avons le projet à Vénissieux de mettre en réseau tous les potagers individuels et collectifs pour organiser un circuit local de distribution solidaire.

Mais tout cela nous renvoie à l'eau. Car, même en permaculture, en investissant dans l'agroécologie, il faut de l'eau ! Il faut bien sûr ne pas gâcher cette eau, l'utiliser avec intelligence, mais il en faut. Et par exemple, l'arrêté préfectoral qui interdit l'arrosage a un effet très contreproductif, en contribuant à la mortalité végétale en ville ! Il faut certainement revoir ce type d'arrêté et aussi mettre en place une gestion préventive des sécheresses avec des solutions de stockage pour garantir un apport minimal d'eau à la végétation urbaine.

C'est pourquoi nous avons besoin d'un grand service public de l'eau, à l'échelle de la métropole, mais aussi à l'échelle régionale et nationale.

On évoque souvent la gestion en régie de l'eau par la métropole. Mais on ne peut pas raisonner que sur la métropole. La ressource en eau est fortement liée à ce qui se passe autour de la métropole, et bien entendu, l'eau circule depuis les montagnes, les nappes ne s'intéressent pas aux limites administratives, et donc il faut aussi un service public régional et national. Pour ma part, je défends la nationalisation des grandes sociétés de l'eau, Véolia, la Lyonnaise et autres, afin d'assurer l'égalité de tous les territoires devant cet enjeu.

Tout cela doit porter une autre ambition pour l'eau et la biodiversité en ville. Il faut accélérer la désimperméabilisation de la ville, ce qui implique de réduire la surface consacrée à la voiture, d'imposer la présence de nature dans tout projet de construction, et de favoriser le développement de jardins de toute sorte, la biodiversité de la végétalisation notamment dans les espaces publics, et bien sûr, il faut un vrai service public de l'eau et de l'assainissement avec un niveau d'investissement beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui.

Il s'agit bien d'une rupture avec un mode de développement historique qui opposait la ville et la campagne. Il faut sortir de cette opposition ville urbaine dense et donc imperméable et zone rurale non dense donc non construite. La ville doit redevenir un espace de nature, à large échelle, avec des espaces non construits, des cheminements verts, mais aussi à l'échelle d'une parcelle, donc de la part de pleine terre dans le PLUH, et aussi à l'échelle d'une construction, avec la végétalisation des toitures, des façades, des balcons...

Je reviens sur ma première remarque en conclusion. L'agroécologie est bien une question politique, une question de choix de société. Permettez-moi de vous inviter à découvrir le livre "*l'écologie réelle, une histoire soviétique et cubaine*", du biologiste Guillaume Suing qui vous fera découvrir les agronomes soviétiques des années 30, et vous serez surpris d'apprendre que l'agriculture soviétique jusqu'au début des années 60 était une agrobiologie, expérimentant par exemple l'agroforestation, et se développant autour de la recherche de la biodiversité des sols. Malheureusement au tournant des années 60, elle s'est mis à copier le modèle occidental d'agrochimie...

[1] nous sommes bien [sur la planète bleue](#), l'eau est très abondante, et même l'eau douce, et même l'eau douce accessible, sans compter les glaciers et banquises, on a de quoi faire une piscine géante de presque un mètre couvrant toutes les surfaces terrestres